

CHAPITRE VI :

Configurations de l'économie mondiale et régulations nationales

I — Questions de méthode

On se contentera de rappeler succinctement les éléments principaux de la démarche déjà explorée dans des travaux antérieurs et d'indiquer les approfondissements effectués pour mieux définir les horizons temporels des scénarios¹.

1. Assumer la disparité des économies nationales : la notion de configuration

Les termes d'économie mondiale et de capitalisme sont dangereux si l'on veut désigner des notions précises. Ils font alors référence à des lois universelles censées homogénéiser tendanciellement les structures économiques différentes des nations par la généralisation de l'échange international ou par les circulations d'informations et de facteurs de production mis en mouvement par les agents économiques transnationaux. Pour qu'il en soit ainsi il faudrait que les liaisons internationales aient la double propriété de contenir un point d'équilibre où toutes les nations réalisent simultanément le meilleur usage possible de leurs ressources et d'induire des processus tendant à effacer toute distorsion par rapport à ce point d'équilibre. La première propriété est attachée aux hypothèses qui commandent la théorie du libre échange. Elles écartent les rendements croissants, l'établissement des complémentarités dans les activités productives, les coopérations non marchandes nécessaires pour développer les nouvelles technologies dont les marchés n'existent pas encore. Or ces phénomènes ne sont pas des imperfections mais les relations normales qui accompagnent à long terme la division du travail. Ils se traduisent par des causalités circulaires (par exemple entre l'expansion des marchés d'exportation et le

1. M. Aglietta, *Les configurations de l'économie mondiale*, janvier 1982.

M. Aglietta et G. Oudiz, *Problématique pour des scénarios de l'économie mondiale*, avril 1982.

M. Aglietta et A. Brender, *La configuration mondiale des années 80 : le risque d'une déflation généralisée*, mai 1982.

M. Aglietta, P. Ewencyk et G. Oudiz, *L'Europe dans l'affrontement international des années 80*, juin 1982.

rythme de la progression de la productivité dans les industries nationales concurrencées par l'étranger). Ces processus cumulatifs provoquent à leur tour des effets de croissances inégales, d'asymétries dans la concurrence internationale (reflétées par les différences dans les élasticités-revenu du commerce extérieur des pays), d'influences polarisées et auto-entretenu (dont le cycle du produit est une représentation stylisée). Si l'économie mondiale est traversée par ces tendances, il ne saurait être question de raisonner à partir d'un équilibre fondamental à atteindre ou à retrouver. Les processus généraux de la division internationale du travail ne déterminent pas l'état et l'évolution de l'économie mondiale dans tous ses aspects. Cette indétermination se manifeste par un certain nombre de singularités : irréversibilité des processus, possibilité d'équilibres multiples dans les échanges internationaux, orientations conflictuelles des systèmes productifs nationaux ne contenant aucun équilibre des balances courantes sauf à des niveaux très déprimés de la production dans tous les pays.

Cette indétermination implique une incertitude qui rend hautement improbable la deuxième proposition, à savoir l'existence de mécanismes *automatiques* d'ajustements incorporés dans les relations internationales, s'imposant aux nations et guidant l'économie mondiale vers un équilibre satisfaisant pour toutes. Cela ne veut pas dire que l'économie mondiale est livrée au chaos mais que la détermination de son évolution dépend de procédures de régulation qui doivent être construites.

L'organisation des rapports économiques se trouve à l'intérieur des nations. Ces dernières sont différenciées de manière permanente par leurs *structures* et par leurs *régulations*. Par structure nous entendons des contraintes et des formes de résolution des conflits sociaux héritées de l'histoire et dotées d'une inertie qui stabilise mais peut aussi rigidifier les comportements économiques. Ainsi la spécialisation industrielle, les rythmes de diffusion des innovations techniques, la plus ou moins grande hétérogénéité des catégories sociales, les institutions dont dépendent la formation des revenus et les attitudes à l'égard de l'épargne, déterminent des contraintes économiques qui n'évoluent que lentement et qui appartiennent à l'identité nationale. Par régulation nous entendons la combinaison des contraintes issues des structures sur les comportements des entreprises et des ménages pour former un schéma macroéconomique-type qui ne se modifie que lentement lorsque le contexte international change. Cette combinaison s'effectue sous l'influence de la politique économique de l'État dont les principes dépendent eux-mêmes des luttes de pouvoir et des compromis entre les groupes sociaux inscrits dans les structures. Une régulation nationale est donc une synthèse des préférences de *structure* et des préférences de *doctrine*. Ce n'est pas une sphère de contrôle publique agissant discrétionnairement sur une économie privée qui serait identique dans toutes les nations. *La régulation*

émane de la société tout entière. C'est en quelque sorte la dimension économique de l'autonomie irréductible des nations.

A partir de cette spécificité des régulations nationales, définir l'économie mondiale comme un système d'interdépendances n'est pas sans ambiguïté. Il s'agit beaucoup plus de *confrontation* que d'harmonisation, de coopération négative que de collaboration à l'édification d'un ordre commun. Le réseau des interdépendances est lui-même soumis, à travers les échanges commerciaux, aux tendances polarisantes de la division internationale du travail évoquées plus haut. C'est pourquoi la confrontation des régulations nationales est bien plutôt qu'un système (qui supposerait l'existence de règles de cohérence incorporées aux interdépendances), un ensemble flou de forces hétérogènes prenant appui sur les dynamiques sociales propres aux nations. Croissances inégales, asymétrie et autonomies contrariées, dominations et dépendances, font la matière de la coexistence entre des tendances issues de différenciations nationales ayant leurs logiques propres. Nous appelons *configuration* la forme que prend la confrontation des régulations nationales lorsqu'on peut y déceler des régularités. L'histoire du capitalisme enseigne que les configurations internationales ayant fait la preuve de la plus grande longévité ont toujours eu jusqu'ici une disposition *hiérarchisée* comportant un centre d'attraction unique.

2. La place du système monétaire international dans une configuration

Une économie marchande n'est viable que s'il y a une cohérence immédiate, quotidienne, des échanges malgré les distorsions structurelles et les oppositions entre agents qui la parcourent continuellement. Cette cohérence de surface est réalisée par la monnaie dans l'exercice de la contrainte de paiement. La monnaie est une institution fondamentale qui forme un système en ce sens que la contrainte de paiement ne peut être mise en œuvre que par la médiation de règles formelles communément acceptées. Ces règles peuvent varier et le système se transforme; elles peuvent être plus ou moins rigoureuses et le système est plus ou moins contraignant quant à sa manière de traduire monétairement les forces contradictoires de la configuration. Mais elles existent nécessairement.

Le système monétaire international n'est donc pas un voile mais un opérateur de communication qui donne à un enchevêtrement de différences qualitatives la forme abstraite d'écart quantitatifs exprimés dans des excédents et des déficits. On peut dire que cet opérateur réalise une *cohésion de surface* parce qu'il a les caractéristiques suivantes:

— il ne suscite pas nécessairement des contraintes capables de résorber les distorsions prenant naissance dans les dynamiques nationales. Ainsi le

système de Bretton Woods n'a pu conformer la création des liquidités internationales à la demande de financement du commerce international, il est passé irréversiblement du «dollar shortage» au «dollar glut»; le SME n'a pas fait converger les rythmes d'inflation des pays membres; les changes flexibles n'ont pas protégé les pays des influences extérieures, etc...;

— le SMI répercute dans ses modes d'action les ambiguïtés contenues dans une configuration. A la fois il transmet des distorsions structurelles sous la forme de déséquilibres macroéconomiques (de changes, de balances courantes, de flux de capitaux) et diffuse des contraintes sur les régulations nationales. Les ajustements monétaires dépendent de la fermeté des règles en vigueur, des inégalités de traitement suivant qu'elles concernent tel ou tel pays placés différemment dans la hiérarchie, du choix des moyens laissés à un pays devant réagir à une contrainte;

— l'efficacité du SMI ne consiste pas à trouver un équilibre. Elle dépend de l'accord entre les règles qui le constituent et le développement des forces qui composent la configuration. Le SMI est efficace s'il produit des ajustements acceptables par tous les pays *qui ont leur mot à dire*, tout en leur permettant de poursuivre une croissance compatible avec leurs préférences nationales de structure. C'est pourquoi, sous l'apparence de son homogénéité formelle, le SMI reflète assez fidèlement à la longue les effets des pouvoirs économiques.

3. Problèmes posés à la prospective par la diversité des rythmes temporels

Un scénario de l'économie mondiale est une configuration prospective. Une difficulté particulière se présente lorsqu'on se trouve dans une situation de crise, c'est-à-dire lorsque la configuration présente n'est pas stable. Se superposent alors plusieurs types de phénomènes:

— l'accumulation des tensions dans les nations qui ont leur mot à dire. C'est l'épuisement des sources antérieures de la croissance qui altère progressivement les régulations nationales, suscite des rivalités sociales qui ne parviennent plus à être médiatisées par les institutions en vigueur (concernant l'emploi, la répartition des revenus, les coûts sociaux notamment);

— une déformation profonde des schémas du commerce international sous l'effet des amples mouvements de prix relatifs (aspects importants de rivalités nationales non stabilisées) et d'innovations techniques radicales bouleversant les relations inter-industrielles (idée de rupture industrielle);

— une désagrégation progressive de la configuration de croissance mondiale par le SMI qui a accommodé l'accumulation des tensions dans une

économie d'endettement international. Le SMI a été un vecteur d'irréversibilité puisqu'il a polarisé ces tensions sous la forme d'oppositions financières entre créanciers et débiteurs. Le dynamisme bancaire n'a pu médianiser ces oppositions que pour autant que la préférence de doctrine dans le pays émetteur de la devise-clé était conforme à l'expansion inflationniste de la demande globale ;

— le changement de phase dans les contraintes diffusées par le SMI a provoqué une orientation dépressive de la configuration mondiale dont les processus sont alimentés par l'évolution du dollar et des taux d'intérêt américains et dont l'instabilité se trouve qualitativement modifiée, parce qu'elle manifeste des risques de rupture dus à la fragilité financière liée à l'insolvabilité potentielle de plusieurs pays débiteurs ;

— ces risques de rupture sont effectifs parce que les agents des transformations de l'économie mondiale sont engagés dans des luttes de pouvoir pour faire évoluer en leur faveur le rapport incertain des forces qui caractérise une configuration instable. Ils procèdent par coups de force au sein du SMI. Savoir quelle disposition des règles monétaires permettra d'intégrer les innovations techniques dans les structures d'échanges et rendra compatibles les changements en cours dans les régulations nationales est impossible. Ce processus n'est ni conscient ni maîtrisé par quiconque dès lors que la configuration hiérarchisée a été décisivement affaiblie et ne laisse plus à son ancien centre qu'un pouvoir de menace supérieure et non plus d'attraction prépondérante.

4. Les implications pour la prospective

Des configurations prospectives ne peuvent être soigneusement définies qu'à partir d'hypothèses cruciales dont dépendent les conditions futures de la croissance. Ces hypothèses cruciales concernent les tendances à long terme qui affectent les évolutions des forces dominantes dans les confrontations futures possibles des préférences nationales de structure. Il résulte de ce qui précède que ces hypothèses doivent être recherchées au premier chef dans les perspectives des régulations nationales des pays ou groupes de pays prépondérants pour l'issue de la crise actuelle. Il faut donc mobiliser ce que l'on connaît des changements structurels dans les trois grands pôles de l'économie mondiale (États-Unis, Japon, nations européennes) pour énoncer des hypothèses à partir des problèmes de cohésion sociale les plus fondamentaux que devraient affronter ces nations.

A ce premier jeu d'hypothèses cruciales portant sur les structures et les régulations nationales doit correspondre une interrogation sur les formes de l'intégration internationale et les contraintes qu'elles exercent sur les nations. Ce second type d'hypothèses n'est pas indépendant du premier et croisé avec lui. Il lui est subordonné parce que les contraintes

internationales expriment la hiérarchie des pouvoirs découlant de la confrontation des régulations nationales. En aucun cas il n'existe de tendance exogène et continue à une intégration croissante. La coexistence de l'intégration et du fractionnement dans une configuration mondiale, la manière dont s'exprime cette coexistence dans les échanges commerciaux et les règles du SMI, dépend de l'attraction exercée par une nation hégémonique sur les formes de régulation à l'intérieur des autres nations, ou au contraire de l'autonomie acquise par les régulations nationales dans l'invention des institutions leur permettant de surmonter leurs problèmes structurels.

Les ensembles compatibles d'hypothèses cruciales forment des *pseudo-configurations* de long terme. Il ne s'agit pas de configurations complètement explicitées parce qu'on ne dispose pas à long terme d'instruments d'analyse permettant de traduire ces jeux d'hypothèses cruciales en schémas macroéconomiques liés aux ajustements monétaires contenus dans les règles du SMI. L'élaboration des véritables configurations prospectives est le domaine du moyen terme. Elle consiste à rechercher les voies possibles de transition entre l'instabilité de la situation actuelle de crise et les évolutions macroéconomiques conduisant progressivement ou par des ruptures au développement des tendances exprimées par les hypothèses de long terme.

II — Les hypothèses cruciales pour les évolutions à long terme

Conformément à la démarche décrite plus haut, ces hypothèses doivent être élaborées à partir des problèmes posés par les évolutions des structures et par les caractéristiques des régulations socio-économiques nationales dans les trois grands pôles : États-Unis, Japon, ensemble des pays européens.

1. États-Unis

Dans ce pays la concurrence n'est pas seulement un mode d'ajustement de l'offre et de la demande de marchandises. C'est plus fondamentalement un principe de compétition sociale entre individus. Elle englobe le fonctionnement de l'économie et le processus de décision politique qui noue des compromis transitoires entre des groupes d'intérêts nombreux et variables. L'État ne peut promouvoir aucun projet collectif sauf situation d'extrême désarroi intérieur (guerre civile et grande dépression) ou de menace extérieure (deuxième guerre mondiale), lorsque les valeurs

suprêmes de la nation sont en péril. Mais ce sont des situations paradoxales car ces valeurs ne se reconnaissent pas dans un intérêt collectif dont l'État serait dépositaire. Ces valeurs appartiennent à une éthique individualiste qui privilégie un lien étroit entre effort individuel et revenu, qui fait aussi du changement technique la matière de la compétition pour la promotion sociale. C'est pourquoi la réceptivité individuelle à l'innovation, la tolérance très grande au changement même dans ses effets traumatisants, l'attribution des échecs à des déficiences individuelles pouvant toujours être retournées, donc l'acceptation personnelle du risque, sont les atouts majeurs de la régulation sociale aux États-Unis. Le talon d'Achille de cette régulation est la dissipation de l'énergie individuelle en rivalités stériles nourries par la concurrence. Sa force se trouve dans la mobilité sociale ascendante lorsque les affrontements sur le marché parviennent à transformer les structures en tirant parti de l'innovation technique.

Or l'analyse des évolutions structurelles effectuée plus haut (chapitre III) montre que depuis le milieu des années soixante c'est le mauvais côté de la concurrence marchande qui s'est imposé. Les problèmes à long terme de la société américaine doivent donc être envisagés par rapport à des évolutions qui ont provoqué d'âpres conflits pour le partage des richesses plus qu'elles n'ont stimulé l'efficacité productive.

On peut repérer plusieurs tendances majeures. La forte expansion de la population active s'est accompagnée d'une dégradation de la qualité de la main d'œuvre. L'éducation a fait faillite en ce qu'elle a été incapable de préparer à la compétition sociale les catégories de main d'œuvre qui ont pris une part croissante de l'emploi. L'arrivée nombreuse des jeunes, la montée des taux d'activité féminins, l'impossibilité de contrôler l'immigration ont fourni des apports qui se sont retrouvés en emplois précaires, mal payés et sans possibilités de promotion. Une segmentation de la population active s'est installée qui heurte de front la croyance dans l'égalité des chances, pourtant cruciale pour accepter la concurrence.

Ce phénomène est lié à l'essor des secteurs tertiaires marchands dans l'absorption de la main d'œuvre. Dans ces secteurs la productivité n'apparaît pas comme une mesure de l'efficacité de la production, mais comme une variable de bouclage. Plus l'emploi augmente, plus la productivité est ralentie, voire baisse parce que les entreprises de ces secteurs parviennent à réaliser des profits confortables sans avoir d'incitation à transformer les conditions de production de leurs services. Aussi les secteurs qui ont absorbé le plus de main d'œuvre non qualifiée sont-ils ceux qui ont la productivité la plus médiocre. On y trouve le commerce de détail, les services personnels rendus aux ménages, les services de santé, les services financiers, les sociétés de conseil aux entreprises. C'est pourquoi ces secteurs exercent sur toute l'économie une pression inflationniste latente en dépit des bas salaires et de la rotation rapide de la main d'œuvre qui contribuent à contenir les coûts salariaux.

Le fait que ces activités demeurent fortement intensives en travail non qualifié, dans une interaction réciproque avec l'abondance de main d'œuvre sans formation, ne suffit pas à expliquer leur capacité à créer des emplois depuis six ans à raison de plus d'un million par an. Encore faut-il qu'elles aient bénéficié d'une demande soutenue en dépit de la crise. On peut en trouver la raison dans l'orientation de l'économie américaine vers la consommation stimulée par le crédit aux ménages. Le développement des secteurs tertiaires est la réponse de la concurrence marchande à un fléchissement du dynamisme industriel et à un environnement social devenu moins tolérant aux nuisances de l'industrie pour les conditions de travail et le mode de vie. Cela s'est manifesté dans plusieurs domaines qui ont tous contribué à accroître les coûts de fonctionnement d'un régime de croissance demeurant fondé sur l'expansion dans la consommation des marchandises industrielles.

Ainsi l'investissement dans les techniques de vente a-t-il pris le pas sur la création des capacités de production lorsque les marchés des biens de consommation durables sont devenus plus volatiles et que la lutte pour les parts de marché a privilégié la diversification superficielle des produits. Les services aux ménages ont pallié, moyennant des coûts élevés, la diminution du temps disponible entraînée par le travail salarié féminin. Les sociétés de conseils ont proliféré sur la complexification des rapports juridiques et réglementaires entre les directions des entreprises, leur personnel et diverses institutions. La prospérité des institutions financières a elle-même contribué aux créations d'emplois pour participer à une concurrence tournée vers le crédit aux ménages. C'est en effet un crédit « au détail » impliquant l'étude et le suivi de dossiers nombreux, ainsi qu'un effort intense de prospection et une invention d'instruments financiers très diversifiés. Enfin les programmes de Welfare, qui font eux-mêmes l'objet d'une intense concurrence d'ordre politique, ont rendu plus régulière la progression du revenu des ménages tout en sapant le lien individuel entre revenu et travail.

On peut donc saisir la nature des problèmes qui se posent aux États-Unis. Alors que le mode de consommation présente une très forte inertie et demeure centré sur les biens durables de l'industrie, la concurrence pour les débouchés dans ce domaine a édifié une énorme super structure commerciale et financière qui a augmenté les frais généraux de l'industrie relativement aux coûts de production directs, qui a soumis l'industrie aux critères des marchés financiers extrêmement sensibles aux résultats de court terme, qui a élevé les coûts sociaux de l'économie globale et dégradé la qualité de la main d'œuvre tout en absorbant sa quantité.

Si l'on admet que tel est bien le nœud de problèmes décisifs pour la prospective et si l'on pense que le dynamisme économique ne peut dans ce pays que provenir de la prépondérance du marché en tant que véhicule

de la compétition sociale, on se trouve devant une difficulté considérable. *La logique de la concurrence n'est progressive que si l'emploi et la productivité du travail vont ensemble.* Or les tendances dominantes depuis une quinzaine d'années tendent à dissocier revenu et progrès de productivité d'une part, à installer des éléments de protection sociale qui socialisent le revenu indépendamment de l'allocation du travail d'autre part. Ces tendances posent un dilemme au capitalisme américain : une socialisation qui changerait les règles du jeu économique en affaiblissant l'éthique individualiste ; une régression sociale qui minerait à la longue ces mêmes règles par une politique monétaire systématiquement restrictive qui forcerait l'économie à réduire les coûts inflationnistes de ses secteurs tertiaires. Il ne paraît possible de sortir de ce dilemme que si se trouve rétablie la compatibilité entre les gains de productivité et l'expansion à long terme de marchés nouveaux. D'où l'alternative entre les deux hypothèses cruciales que nous retenons :

— *Un renforcement de l'industrie manufacturière dans un contexte déflationniste accompagné d'une régression sociale.* C'est une régulation où les forces conservatrices de la société américaine l'emportent durablement. Le taux d'investissement productif de l'industrie est relevé par la priorité donnée à la technologie militaire, la réorientation de la politique monétaire pour forcer les secteurs tertiaires privés à se transformer ou à régresser. La hausse de la productivité dans ces secteurs est la conséquence de l'incorporation des technologies industrielles mais pas de l'essor de nouvelles demandes. Il s'en suit que le chômage demeurerait élevé. Il faudrait donc des politiques directement tournées vers le contrôle de l'offre de travail pour le rendre tolérable : programmes de formation pour les jeunes retardant leur entrée dans la population active, mesures pour décourager l'emploi féminin, contrôle de l'immigration pour le ralentir.

— *Une transformation généralisée des secteurs tertiaires et le développement d'un nouveau mode de consommation.* Dans cette perspective l'industrialisation des services devient l'effet de sa propre dynamique en sorte que la hausse de la productivité est compatible avec la croissance de l'emploi. La distribution des progrès de productivité est conforme à la logique marchande parce que l'augmentation des revenus soutient l'expansion de la demande dans ces secteurs. La grande interrogation dans cette hypothèse est la nature de la transformation des modes de vie sous-jacente à cette logique économique. Car dans une logique marchande les progrès de productivité proviennent de la mécanisation et de l'automatisation ; ce qui implique une séparation dans le temps et l'espace entre l'objet issu du processus de production et l'acte de consommer. Pour créer de nouveaux marchés ce type de processus doit intervenir dans des domaines où les possibilités d'inventions d'objets nouveaux sont très vastes parce que les services sont dans une large mesure jusqu'ici des modes de communication directs entre des personnes, fondés sur la simultanéité de la produc-

tion et de la consommation. La santé, l'éducation, la culture, sont des domaines où la marchandisation peut s'étendre beaucoup plus qu'aujourd'hui dans un pays où les comportements individualistes peuvent faire accepter la solitude qui découlerait de ces transformations.

2. Japon

Ce pays est appelé à subir d'importants changements structurels d'une nature sensiblement différente des transformations envisageables aux États-Unis. D'abord la forte cohésion de la société japonaise permet de parler de l'élaboration de projets collectifs. Or la construction de la base industrielle d'une puissance économique capable de rivaliser avec les pays occidentaux a mobilisé les énergies sociales pour la croissance élevée des précédentes décennies. Mais ce projet est maintenant épuisé parce qu'il est réalisé. En outre, le dynamisme commercial du Japon dans une économie mondiale soumise à des pressions déflationnistes exacerbe les rivalités internationales; ce qui provoque des réactions hostiles qui vont freiner les exportations japonaises. Or l'ouverture de son industrie est limitée par les spécificités de sa régulation salariale. Car l'intégration véritable dans le groupe des économies occidentales passerait par l'adoption des normes d'une société individualiste avec son principe central, un marché du travail où s'exerce la compétition sociale. Au contraire, la régulation de la société japonaise a pour fondement une éthique collective du travail à l'intérieur des secteurs marchands de l'économie. La concurrence marchande s'exerce entre les firmes mais pas entre les individus. L'appartenance à des groupes de travail stables est un principe d'intégration qui rejette tous les traits caractéristiques du marché du travail, contrat dénonçable à tout moment, sensibilité au chômage, exclusion sociale, qui sont les succédanés d'une mobilité à l'américaine.

Si donc on considère que les principes fondamentaux de la régulation salariale font partie de l'identité nationale et commandent l'orientation des changements structurels, *le Japon devra recentrer sa puissance économique sur la croissance interne*, sauf à envisager un bouleversement radical de la société japonaise qui l'alignerait sur une régulation de type américain. Or cette croissance interne va elle-même rencontrer des conditions socio-démographiques fort différentes du passé qui pourraient la modifier qualitativement. Le Japon est en transition vers une population constante à âge moyen élevé. A cela s'ajoute l'augmentation des taux d'activité féminins chez les femmes mariées pour provoquer un changement important de la composition de la population active d'ici l'an 2000. Les formes de l'intégration sociale en seront nécessairement altérées. Elles ont, en effet, pour piliers l'entreprise et la famille: l'entreprise par l'adhésion aux groupes de travail des hommes d'âge adulte ne peut jouer ce rôle que si la pyramide des âges garantit une promotion des salariés à l'ancienneté; la famille par les solidarités intergénérationnelles dépend du

comportement des femmes mariées obéissant à des normes collectives qui les maintenaient à l'extérieur du travail salarié. L'orientation de la croissance va donc dépendre des comportements à l'égard du travail de catégories de la population qui n'avaient pas la même importance jusque là. Les hypothèses cruciales pour le développement à long terme du Japon résultant donc du dilemme suivant les formes antérieures de l'intégration sociale peuvent se révéler insuffisantes, alors que le refus de l'exclusion individuelle implique que chacun puisse s'insérer dans des activités socialement utiles par l'intermédiaire de communautés concrètes.

— La première hypothèse est fondée sur un *enrichissement de l'économie mixte et une baisse de la durée du travail salarié*. Le secteur informel, jusqu'alors limité à la famille et aux communautés de voisinage, se développe selon des formes d'associations nouvelles et permet une diversification du mode de fourniture des services sociaux. À côté de la marchandisation à l'américaine et de la protection sociale de type étatique à l'européenne, qui séparent la demande de l'offre, les coûts des avantages, le Japon innove en développant des relations collectives où les usagers se rendent mutuellement des services. Ces secteurs informels combinent le principe d'appartenance à des groupes concrets qui enveloppent l'individu dans la société japonaise et un allègement des effectifs dans les communautés de travail des secteurs formels. L'allègement des tensions sociales viendrait de l'engagement dans des activités dont l'utilité sociale est reconnue sans qu'elles soient valorisées en termes monétaires. Les entreprises, contraintes à une croissance plus lente que par le passé, n'auraient pas à maintenir un surnombre de salariés pour éviter le chômage structurel ou financer des retraites coûteuses. Il en résulte une baisse de la durée du travail salarié mesurée sur toute la vie active. La productivité de l'industrie serait doublement stimulée par l'essor des activités informelles dans un régime de croissance qualitativement nouveau. D'une part la diminution de la quantité de travail salarié nécessaire pour dégager le temps disponible à ces activités incite à produire plus efficacement les biens industriels traditionnels; d'autre part ces activités nouvelles mobiliseraient des techniques de communication permettant de valoriser les atouts impressionnants du Japon dans la microélectronique et les traitements de l'information.

— La deuxième hypothèse est plus traditionnelle. Elle consiste à *maintenir une croissance des secteurs marchands suffisamment forte pour absorber une population dont les taux d'activité demeurent élevés*. La logique de l'intégration par les groupes de travail continuerait à prévaloir mais elle ne pourrait éviter l'apparition de tensions dans la société japonaise que l'industrialisation massive avait éliminées. D'un côté, la demande interne risque d'être tendanciellement insuffisante pour détourner les controverses avec l'étranger; ce qui permettrait la constitution d'une force politique influente demandant une ouverture sur l'étranger bien plus grande.

D'un autre côté, la modification profonde dans la composition de la population active pourrait empêcher que les principes de l'ancienneté et du contrat salarial de longue durée aient la même efficacité dans la gestion collective de la main d'œuvre. C'est dans le contexte d'une contestation sociale endémique, minant lentement les principes de la régulation salariale, que l'on peut envisager une succession de ruptures menant à une troisième hypothèse qui est *l'occidentalisation de la société japonaise*, avec pour effet une intégration économique sous l'influence prépondérante du capitalisme américain.

3. Les nations européennes

L'Europe est devenue une zone incapable de créer des emplois mais qui a les systèmes de protection sociale les plus avancés du monde. On y trouve une régulation salariale profondément différente de celle des États-Unis comme de celle du Japon. Les pays européens ont en commun depuis la fin de la seconde guerre mondiale une conception du progrès social combinant étroitement l'élargissement des marchés et *le développement de droits sociaux* qui motivent une présence massive de l'État dans l'économie. Cependant l'Europe est un ensemble économique à la cohésion incertaine et menacée par les courants venus de l'extérieur, dès lors que ces courants ne sont plus porteurs de croissance mais générateurs de contraintes. Car ces contraintes exacerbent des différences de structures entre les nations européennes : différences dans la formation des revenus et des prix, dans l'ajustement de la population active à la rarefaction des créations d'emploi, dans la qualité de la spécialisation industrielle, qui se retrouvent dans des distorsions durables pour les balances courantes, les rythmes d'inflation, les déficits budgétaires.

Les contradictions entre les aspirations des salariés entretenues par la consommation des droits sociaux et les contraintes extérieures que les pays européens se transmettent mutuellement, font de la répartition du revenu un enjeu décisif, revenu direct du travail mais aussi revenu socialisé par la protection sociale. Devant la carence durable dans les créations d'emplois, la garantie du revenu et le partage du travail sont des aspirations traduites en revendications par les organisations syndicales. Se heurtant au durcissement de la concurrence internationale, elles deviennent des facteurs de rigidité dans les coûts et les prix. Les contraintes financières résultantes provoquent un sous-investissement chronique et un vieillissement de l'appareil productif qui aggravent le handicap de l'Europe vis-à-vis de ses rivaux extérieurs et qui accentuent la fragilité de sa cohésion en tant qu'ensemble économique de plus en plus menacé d'éclatement.

A partir de ce résumé cursif des caractéristiques majeures des problèmes structurels posés à l'Europe, on peut formuler deux hypothèses cruciales pour la prospective.

— *La première hypothèse est la balkanisation économique de l'Europe.* Les contraintes financières de la protection sociale deviennent si lourdes qu'elles provoquent des réactions politiques divergentes, faisant perdre aux pays européens la philosophie commune partagée jusqu'ici à l'égard du progrès social. Dans certains pays l'affaiblissement de la social-démocratie et le repli syndical sur des intérêts corporatistes faciliteraient une transition vers le modèle américain de marchandisation des services. Cependant l'emprise des institutions de la protection sociale ne saurait disparaître purement et simplement. La conséquence la plus probable dans ces pays est la formation d'un hybride, c'est-à-dire *une société duale* où la protection sociale cesse d'être un droit général mais n'est que partiellement soumise au marché. A côté de secteurs suffisamment compétitifs pour maintenir les avantages sociaux, l'État tolérerait la prolifération des rapports marchands non soumis aux règles communes concernant la législation du travail (salaire minimum et normes légales pour les conditions de travail), les obligations fiscales et la protection de leurs propres salariés. Dans d'autres pays, la puissance politique des intérêts liés à la sauvegarde des institutions de la protection sociale sous leur forme actuelle pourrait bloquer la dérive vers une société duale. L'incompatibilité entre les coûts sociaux internes et le modèle marchand provenant des États-Unis pousserait les choix politiques vers *le dirigisme* et *le protectionnisme*. Le pari de cette stratégie serait de construire sous l'égide de l'État des pôles de compétitivité susceptibles de s'imposer plus tard dans la concurrence internationale tout en étant capables de supporter les coûts inhérents au maintien des droits sociaux dans leur forme antérieure.

— *La deuxième hypothèse est très contrastée. C'est une construction politique de l'Europe conférant à la communauté une autonomie dans les rapports internationaux.* Cette autonomie n'est viable que si elle comporte un double aspect surmontant les contradictions repérées ci-dessus : d'une part un renouvellement des modes de fourniture des services sociaux diminuant les coûts tout en préservant l'étendue de la protection sociale ; d'autre part une coopération technologique et industrielle pour maîtriser au sein de l'Europe les sources de l'innovation. Le premier aspect implique un enrichissement du contenu de l'économie mixte par une revitalisation des régions, de leurs échanges réciproques et par le développement de secteurs informels non marchands pour réduire l'interface entre les économies européennes et le marché mondial. Le deuxième aspect correspond à un changement de stratégie des firmes européennes qui trouveraient intérêt à des alliances solides entre elles plutôt qu'à des associations en ordre dispersé avec les concurrents américains et japonais. Un tel changement ne peut être provoqué par la seule vertu de l'impulsion politique. Il risque d'être mis en échec par l'attraction d'un dynamisme retrouvé du capitalisme américain. Mais il peut se produire dans un con-

Henri J. G. G. G.
(S) (EU - JAPAN)

texte de marasme prolongé du commerce international, ponctué de crises monétaires, qui affaiblirait les solidarités financières.

L'alternative entre ces deux hypothèses souligne donc un problème fondamental pour l'avenir de l'Europe. La voie de la tentative d'intégration de chaque pays séparément au marché mondial dominé par les États-Unis est celle de l'éclatement de la Communauté. La voie hasardeuse de l'autonomie est la seule qui s'ouvre sur un renouveau incertain.

III — Trois configurations de l'économie mondiale

Évaluer les potentialités des dix prochaines années impose de recourir à des jeux d'hypothèses qui mettent en œuvre tant la connaissance *rétrospective* des modes de régulation nationaux que les tendances *prospectives* que l'on peut déceler dans les dernières années. Il s'agit plus précisément de définir des configurations de l'économie mondiale au sein desquelles on s'efforce de repérer les principales forces à l'œuvre en «simulant» l'interaction des économies.

Contrairement à la pratique usuelle des «scénarios» on s'intéresse plus à l'approfondissement des conséquences logiques des hypothèses de départ qu'à la réalisation de projections quantifiées résumées par une «fourchette» de taux de croissance et de taux d'inflation. En d'autres termes l'objectif poursuivi ici est non de couvrir le champ des possibles mais d'explorer une partie du champ des problèmes qui pourraient se poser à l'économie mondiale dans les dix prochaines années.

1. Présentation synthétique des trois configurations

On a présenté dans les deux premières parties de ce chapitre les principes de base qui fondent ces exercices prospectifs : la notion de configuration, la distinction des rythmes temporels et la définition d'hypothèses cruciales. A l'horizon de dix années qui est retenu ici ces principes conduisent à un ensemble d'hypothèses qui viennent structurer l'analyse :

a) C'est au sein des économies dominantes que se jouera à moyen terme la dynamique de l'économie mondiale. Compte-tenu de leur poids encore très faible les pays du Sud, s'ils peuvent contribuer à l'aggravation cumulative de la dépression, ne sauraient à eux seuls infléchir les évolutions globales.

b) L'économie américaine occupe une position centrale en ce qui concerne tant l'avenir des relations monétaires internationales que la hiérarchie interne à l'ensemble des pays développés.

c) Dans l'ensemble des économies dominantes la récession a accéléré la venue à maturité d'une crise des régulations sociales qui s'exprime par une incapacité accrue à gérer les systèmes de couverture sociale et à freiner la montée du chômage.

d) La possibilité pour les pays de développer des solutions originales ou de se voir imposer de l'extérieur de nouvelles normes de régulation sociale, est conditionnée par la nature de leur insertion internationale sous ses deux aspects : spécialisation et ouverture.

Les trois configurations de l'économie mondiale finalement retenues (tableau 1) fournissent l'équivalent d'une simulation de l'ensemble des forces qui résultent de l'analyse des structures et des régulations nationales. Elles sont fondamentalement articulées autour de l'hypothèse américaine.

L'échec de stratégies déflationnistes qui jouent l'avenir de la prépondérance des États-Unis sur un redéploiement de l'industrie au sens strict du terme conduit à une économie mondiale sans pôle hégémonique. Deux voies sont alors étudiées : le fractionnement et la réduction de l'interdépendance.

La configuration de *fractionnement* correspond à une aggravation tendancielle de la crise actuelle. Confrontées à la montée des tensions sociales les économies tentent, en se refermant, de réduire le chômage voire de l'exporter par la pratique de dévaluations compétitives dans le cas des pays européens les moins bien spécialisés. Le protectionnisme généralisé contribue à une perte d'efficacité des industries nationales et à une aggravation cumulative de la baisse des niveaux de vie. Pour l'économie japonaise l'effondrement des échanges extérieurs oblige à développer la demande interne seule susceptible, à travers une fuite en avant dans la croissance, de freiner les déséquilibres sociaux. Dans une économie mondiale où aucun pays n'est susceptible de contraindre les autres à s'adapter à son propre mode de régulation, l'absence d'innovation sociale conduit à une pérennisation de la crise des relations internationales.

Cet ensemble d'hypothèses perpétue les traits caractéristiques de l'*instabilité* actuelle du système monétaire international. La diminution de cette instabilité ne s'opère que par la réduction de la liberté des mouvements de capitaux et par une contraction relative de la place du système eurobancaire dans les sources du financement international. Progressivement les autorités monétaires étendent les contrôles réglementaires sur les activités internationales des banques.

La configuration de *réduction de l'interdépendance* s'appuie au contraire sur l'hypothèse d'une limitation relative de l'ouverture des éco-

nomies. Plus qu'à la stabilisation du commerce international celle-ci est imputable au développement d'activités non marchandes contribuant tant à la gestion des coûts sociaux qu'à la maîtrise du chômage. La limitation du poids des activités liées à l'échange international fournit à chaque pays une marge d'autonomie susceptible d'autoriser une maîtrise de sa régulation interne. Sont ainsi créées les conditions d'une stabilisation de l'économie mondiale alors même qu'aucune hiérarchisation ne réussit à s'imposer. Les hypothèses retenues ici sont celles évoquées plus haut d'une maîtrise de la régulation sociale dans les pays européens et au Japon à partir de l'extension de secteurs informels. Il est alors légitime d'anticiper la constitution de zones économiques et monétaires qui, comme c'est le cas pour l'Europe, trouvent leur cohérence dans la proximité géographique et culturelle.

Seule cette configuration peut conduire à une réforme monétaire d'envergure parce qu'elle allège les tensions financières et diminue l'instabilité monétaire. La réduction relative de l'interface commerciale et le recentrage de la croissance diminuent la polarisation des soldes de balances courantes et réorientent les banques vers le financement des activités domestiques. L'intégration financière privée perd de son intensité par la logique même de la diversité des régimes de croissance. *Dans ce contexte structurel une organisation tripolaire des espaces monétaires est envisageable.* Elle a évidemment pour condition une consolidation du SME impliquant la promotion du rôle de l'écu comme instrument de réserve se substituant aux monnaies nationales des pays de la CEE. Les relations entre les trois devises-clés pourraient alors être stabilisées par un accord global entre banques centrales. Cette organisation serait renforcée par l'encouragement du FMI, avec l'accord des autorités monétaires, à l'usage privé du DTS tant dans les crédits que dans les placements, amenant progressivement à l'instauration d'une véritable monnaie parallèle.

La troisième et dernière configuration résulte directement de l'hypothèse de réussite d'une « industrialisation des services », contrepartie du développement de nouvelles normes de consommation et de production aux États-Unis. C'est alors au sein de l'économie américaine que se trouve l'initiative du redémarrage de la croissance. Ce dynamisme tend à s'imposer grâce à la transmission de ces nouvelles normes, par le marché, à l'ensemble des économies développées. La configuration *d'intégration* correspond ainsi à l'ouverture accentuée d'économies contraintes à s'aligner ou à voir leur situation se dégrader. Pour les économies européennes on assiste alors à une remise en cause globale des systèmes de protection sociale. Un fractionnement dual de la force de travail se développe progressivement, impliquant une accentuation des différences de statut et de protection. Les capacités différenciées qu'ont les économies européennes de s'adapter à de telles contraintes conduisent ici aussi à envisager un éclatement de l'Europe. L'hypothèse d'une occidentalisation

de la société japonaise, où s'imposent une prise en charge par le marché des coûts de reproduction de la force de travail et des relations professionnelles fondées sur la compétition individuelle, est clairement en porte à faux par rapport à son patrimoine culturel. La disparition de la maîtrise de l'offre de travail liée au type de consensus social antérieur contraint le Japon à rechercher une forte croissance, tirée cette fois par les échanges extérieurs, pour éviter la montée du chômage. Bien qu'occupant avec les États-Unis, une position dominante l'économie japonaise doit compter avec la rupture culturelle sous-jacente à cette configuration et la fragilité d'une croissance très dépendante de l'extérieur.

Cette configuration implique la prépondérance du dollar. C'est en effet la combinaison d'évolutions internes permettant aux entreprises américaines d'étendre à de nouvelles marchandises le cycle du produit et d'une politique monétaire contenant l'inflation. Les difficultés de l'endettement pourraient être surmontées par une croissance suffisamment rapide du commerce international dont l'impulsion viendrait de nouveau des États-Unis. Le dollar serait donc fort non plus à travers une demande spéculative pour les actifs financiers à court terme des États-Unis, mais de nouveau à cause d'une demande pour les marchandises américaines et le rendement élevé du capital productif aux États-Unis. On peut ainsi envisager une stabilisation des taux de change par apprentissage des marchés, au fur et à mesure que la réorientation des échanges internationaux déterminera les usages respectifs des monnaies nationales, le dollar réaffirmant sa prépondérance en tant qu'actif pour les détentions au-delà des réserves de transaction.

2. Configurations et dynamiques de moyenne période

Dans ce cadre se dessinent les éléments constitutifs de l'environnement international des grandes économies et des choix stratégiques qu'elles pourront ou devront faire.

Tout d'abord les configurations envisagées laissent peu de place pour une stratégie purement nationale en particulier pour les pays européens. Pour ces derniers l'alternative se dessine avec une relative précision. Excluant l'hypothèse d'un renouveau européen qui prendrait le relais d'une Amérique défaillante, la configuration «positive» retenue ici (réduction de l'intégration) décrit un positionnement qualitativement nouveau de l'Europe au sein d'un monde où le problème de hiérarchie n'intervient plus au niveau des pays mais au sein de chaque *zone économique*.

La gestion du *change* se pose en des termes qualitativement différents suivant les configurations envisagées. Dans la configuration de réduction de l'interdépendance se mettent en place des zones monétaires coordonnées qui assurent une maîtrise nouvelle des relations internatio-

nales. Au contraire, le fractionnement a pour contrepartie la détérioration, au sein d'une flexibilité déstabilisatrice, du système monétaire actuel. Enfin l'hypothèse d'un renouveau de l'économie américaine s'accompagne d'un retour à des règles monétaires centrées autour du dollar.

Le positionnement du *secteur manufacturier* au sein des économies occidentales apparaît devoir se transformer qualitativement. Secteur internationalisé par nature celui-ci est le plus fortement atteint par la crise actuelle. Cette situation ne pourrait qu'aller en s'aggravant dans l'hypothèse protectionniste. A la configuration de réduction de l'interdépendance correspond un secteur manufacturier qui, s'il ne joue plus un rôle central dans la régulation macroéconomique interne, peut et doit rester extrêmement performant grâce à sa forte ouverture sur l'extérieur. Enfin dans la configuration d'intégration le secteur manufacturier s'élargit à un secteur international englobant les activités les plus productives des services. C'est sur la qualité de ce secteur que repose alors l'insertion internationale des différentes économies.

La définition de configurations ne suffit pas à épuiser les questions auxquelles doit répondre l'analyse prospective. Il importe de tenter de spécifier la nature des *enchaînements* qui peuvent conduire l'économie mondiale à se stabiliser dans les configurations ainsi exhibées. A ce stade la réalisation de simulations à l'aide de la version multinationale du modèle Sachem-Ouest s'avérera certainement essentielle. Il est néanmoins possible d'esquisser la nature des enchaînements dynamiques susceptibles d'intervenir.

La configuration de fractionnement correspond à une hypothèse relativement tendancielle dans la conjoncture présente de l'économie mondiale. De l'aggravation des tensions internes qu'elle implique pourraient résulter les trois configurations de moyen-long terme exposées.

Dans la première hypothèse de réduction de l'interdépendance, l'approfondissement de la dépression agit comme catalyseur en incitant les économies européennes et japonaise à laisser jouer une créativité sociale largement assise sur un patrimoine culturel qui ne privilégie pas les forces de marché.

A l'opposé si les économies occidentales tentent de figer les situations acquises par un repli protectionniste toutes les tendances au fractionnement devraient s'exacerber et acquérir un caractère durable.

Enfin la configuration d'intégration ne peut se concevoir qu'à l'issue de la phase de transition déflationniste actuelle si les potentialités que recèlent l'effort d'investissement de l'industrie américaine et son avance technologique se concrétisent.

Les configurations esquissées ici sont ainsi très loin d'être des prévisions de l'avenir de l'économie mondiale auxquelles on pourrait affecter une certaine probabilité. Elles visent au contraire à cerner la nature des bifurcations que pourrait prendre le système mondial et à évaluer quelles pourraient être les stratégies de réponse des principaux acteurs.

TABEAU VI. 1. — Trois configurations de l'économie mondiale

Configuration de l'économie mondiale	Réduction de l'interdépendance	Fractionnement	Intégration
Structure de l'économie mondiale	— Réduction de l'interdépendance. — Formation de zones économiques cohérentes sans protectionnisme.	— Montée du protectionnisme, stratégies exclusivement nationales sans constitution de zones. — Instabilité monétaire et financière dans un régime de changes flexibles. La politique monétaire américaine pousse au maintien de taux d'intérêt élevés dans l'ensemble des pays et à un dollar fort.	— Accentuation de l'ouverture des économies. — Rôle dominant des États-Unis qui tendent à imposer la généralisation de nouvelles normes de consommation et de production.
Système monétaire international	— Trois zones monétaires (dollars, écu, yen), coordonnées par des accords internationaux. — Diminution de l'intégration des systèmes monétaires nationaux.	— Régression des échanges et extension du chômage.	— Basculement du centre de l'économie mondiale vers la zone pacifique articulée autour des États-Unis et du Japon.
Contexte économique	— Croissance modérée, le développement des secteurs « informels » non monétaires n'étant pas comptabilisé. Réduction du poids de l'industrie.		— Structuration autour du dollar fort, changes flexibles mais stables. — Forte croissance pour la zone dominante, récession et exclusion à la périphérie.

Quel horizon

Dynamique du système économique mondial	Stabilité sans hiérarchisation	Instabilité	Stabilité et hiérarchisation
Les États-Unis	Poursuite d'une stratégie déflationniste visant à : briser l'inflation, freiner les salaires réels, transférer des profits vers l'industrie et les secteurs les plus productifs. Fort chômage. Maintien d'un taux d'intérêt élevé.		« Industrialisation des services ». La prise en charge par le marché de la reproduction de la force de travail implique la mise en place de nouveaux types de services marchands plus performants et plus liés à l'industrie. Atténuation de l'antagonisme manufacturier/non-manufacturier. Création de nouvelles normes de consommation qui s'imposent aux autres pays et conduisent à un redémarrage de la croissance. Dollar élevé en termes nominaux, baisse réelle liée à la désinflation.
L'Europe Gestion du chômage et des coûts sociaux Stratégie économique	<ul style="list-style-type: none"> — Développement d'un secteur informel assurant une prise en charge partielle des coûts sociaux, des emplois. — Réduction de la durée du travail, stabilisation du chômage. — Constitution d'une zone consolidée par la réduction du poids des contraintes extérieures sur les économies et l'intensification d'échanges non marchands. Coopération très développée et forte cohérence des choix nationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> — Refus de la remise en cause de la protection sociale et du salaire réel conduisant à une montée du chômage. — Éclatement de la CEE, protectionnismes nationaux. — Dévaluations compétitives (France, RU, Europe du Sud) nourrissant la stagflation. — En RFA stratégies de soutien de la parité aggravant le chômage. — Le repli national dans la protection induit un ralentissement général des gains de productivité et une détérioration de l'insertion du secteur manufacturier (désindustrialisation). — Les déficits publics s'aggravent. 	<ul style="list-style-type: none"> — Dégradation des systèmes de protection sociale, recours au marché sur le modèle américain, accentuation des contraintes extérieures. — Partition duale de la force de travail entre les travailleurs qualifiés à statut privilégié des secteurs internationalisés et des travailleurs déqualifiés, à emploi précaire ne bénéficiant que d'une couverture sociale minimum. — Éclatement de l'Europe dont les économies peuvent s'adapter plus ou moins facilement aux nouvelles normes de consommation et de production.

Dynamique du système économique mondial	Stabilité sans hiérarchisation	Instabilité	Stabilité et hiérarchisation
<p>Le Japon Gestion du chômage et des coûts sociaux</p> <p>Stratégie économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> — Transfert de la main d'œuvre féminine vers un secteur informel aux activités sociales et culturelles. — Maintien des travailleurs âgés dans la population active et conservation de l'adhésion au groupe de travail. — Réduction de la durée du travail, stabilisation du chômage. La prééminence du manufacturier est mise en cause par la réduction et la faiblesse de la demande mondiale. 	<ul style="list-style-type: none"> — Pas d'innovation sociale, les femmes et les travailleurs âgés restent dans la population active. — Fuite en avant : la montée des tensions sociales est contenue par une croissance élevée. — Recentrage vers la demande interne à l'économie japonaise et à sa zone d'influence (investissements directs, extension du salariat et de la consommation de masse dans la zone Asie pacifique). — Les fluctuations du yen ont essentiellement un effet négatif sur les termes de l'échange, l'importance de l'avantage compétitif s'amointrissant avec la demande mondiale. — Déséquilibre potentiel de la balance des paiements. — Pressions inflationnistes liées au relâchement de l'effort de productivité manufacturière. 	<ul style="list-style-type: none"> — Occidentalisation de la société japonaise. — Remise en cause des formes du consensus social, compétition individuelle, développement des congés, réduction du temps de travail. — Privatisation de la protection sociale sur le modèle américain. — Risques de tensions sociales résultant de l'antagonisme culturel et l'individualisme. — La croissance forte est largement tirée par la demande externe. — Les gains de productivité manufacturière imposent de créer des emplois dans les activités non-manufacturières pour stabiliser le chômage. — La forte croissance aggrave la dépendance énergétique et la contrainte de balance des paiements. — Tout l'édifice social repose sur l'insertion internationale et la croissance externe.
<p>Prix des matières premières</p>	<ul style="list-style-type: none"> — La croissance moins consommatrice d'énergie et de produits bruts conduit à une stabilisation des prix gérés au niveau international. 	<ul style="list-style-type: none"> — Baisse du prix réel de l'énergie liée à la sous-consommation. 	<ul style="list-style-type: none"> — Pression à la hausse des prix du pétrole maîtrisée par les États-Unis.

Dynamique du système économique mondial	Stabilité sans hiérarchisation	Instabilité	Stabilité et hiérarchisation
Pays du Sud	<ul style="list-style-type: none"> — Remise en cause de la stratégie actuelle des NPI. — Accords de co-développement conduisant à des stratégies de croissance moins coûteuses. — Gestion du transfert Nord-Sud à partir d'une consolidation de la dette des PVD. 	<ul style="list-style-type: none"> — Le protectionnisme détériore la situation des NPI. — La récession du Sud aggrave cumulativement la récession mondiale. — Risque de crise financière liée à la crise du SMI. 	<ul style="list-style-type: none"> — Aggravation des distorsions entre NPI et OPEP d'un côté et les autres PVD rejetés à la périphérie de l'économie mondiale de l'autre. — Localisation de la concurrence États-Unis Japon sur les nouveaux marchés d'Asie du Sud-Est. — Rôle accru des firmes multinationales.